

Tentative US de déstabilisation de la région andine

George W. Bush et Alvaro Uribe contre la paix en Colombie

(par Salim Lamrani ; <http://www.voltairenet.org/fr>)

Les 20 États latino-américains du Groupe de Rio, réunis le 7 mars à Saint-Domingue, ont adopté une déclaration commune soulignant l'inviolabilité de leurs frontières. Devant ses homologues, le président colombien a présenté les excuses de son pays à l'Équateur, pour avoir lancé une opération militaire sur son territoire : l'assassinat pendant leur sommeil de membres des FARC lors d'un bombardement avec des munitions guidées. Cette réconciliation marque l'échec provisoire de la tentative états-unienne d'internationaliser le conflit intérieur colombien pour déstabiliser la région et mettre un terme à la révolution bolivarienne en cours au Venezuela, en Bolivie et en Équateur.

8 MARS 2008

Le 1er mars 2008, les troupes militaires colombiennes, soutenues logistiquement par Washington, ont bombardé le territoire équatorien, assassinant le leader des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) Raúl Reyes ainsi que 18 autres rebelles durant leur sommeil. L'opération, commanditée par les États-Unis, qui offraient cinq millions de dollars pour la tête de Reyes, illégale aux yeux du droit international, a déclenché une sévère crise politique et diplomatique entre la Colombie et l'Équateur [1].

Agé de 59 ans, Raúl Reyes, de son vrai nom Luis Edgar Devia Silva, était le numéro deux et le porte-parole des FARC et avait participé à de nombreuses négociations par le passé lors du processus de paix entamé sous la présidence d'Andrés Pastrana entre 1998 et 2002. Il avait été officiellement reçu par de nombreux gouvernements latino-américains et européens et même par les États-Unis en 1997. Sa mort violente porte un sérieux coup au processus de paix entamé depuis plusieurs mois, avec la collaboration du président vénézuélien Hugo Chávez, qui avait permis la libération unilatérale de six prisonniers, malgré les efforts du président colombien Alvaro Uribe pour faire échouer l'opération humanitaire. En effet, ce dernier avait déclenché d'intenses activités militaires dans la zone où étaient censés être relâchés les otages, mettant ainsi leur vie en danger [2].

Les mensonges d'Uribe

Pour justifier l'agression contre l'Équateur et la violation de la souveraineté de cette nation, le ministre colombien de la Défense Juan Manuel Santos a déclaré que les troupes colombiennes avaient agi en état de légitime défense [3]. Les combats auraient commencé en territoire colombien et se seraient poursuivis dans la zone rurale de Santa Rosa au sud du fleuve Putumayo en Équateur où se seraient réfugiés les hommes de Reyes. Lors d'une conversation téléphonique, Uribe a relaté cette version à son homologue équatorien Rafael Correa [4].

Mais la réalité est tout autre. Aucun combat n'eut lieu entre les forces armées et la guérilla. Correa, qui a immédiatement ordonné une enquête militaire [5], s'est rapidement rendu compte qu'il avait été trompé par le président colombien. Il a indiqué que l'armée équatorienne a découvert les corps de 19 guérilleros ainsi que trois femmes blessées qui ont été transportées à Quito. « Ces cadavres étaient en sous-vêtements, en pyjamas, ce qui revient à dire qu'il n'y a pas eu de poursuite à chaud et qu'ils ont été bombardés et massacrés pendant qu'ils dormaient », a déclaré Correa [6].

Les témoignages des rescapés ont confirmé les conclusions de l'enquête. Les guérilleros ont été surpris pendant leur sommeil par les bombardements massifs de l'aviation colombienne qui avait pénétré de 10 kilomètres l'espace aérien équatorien et avait pilonné la zone frontalière du sud vers le nord. Ensuite, les troupes colombiennes ont traversé la frontière et exterminé la plupart des rebelles. Le ministre équatorien de la Défense Washington Sandoval a également affirmé qu'il s'agissait d'un massacre en soulignant que les corps étaient mutilés et présentaient des impacts de balles dans le dos [7].

La réaction de Rafael Correa

Rafael Correa a immédiatement rappelé son ambassadeur de Colombie, tout en expédiant une note de protestation à Bogota. Selon lui, soit le président Uribe a été mal informé, soit il lui a menti « de manière éhontée » au sujet du bombardement dont son pays a été victime. « Nous irons jusqu'aux ultimes conséquences pour que lumière soit faite sur ce fait scandaleux qui est une agression contre notre territoire et notre patrie ». Correa a également dénoncé implicitement les États-Unis. « Tout semble indiquer que l'on a utilisé une technologie de pointe pour détecter de nuit, dans la forêt, le groupe des FARC, sûrement avec la collaboration de puissances étrangères ». Il a fermement certifié qu'il ne tolérerait pas « un seul outrage de plus [8] »,

Correa a souligné qu'il s'agissait d'une situation « extrêmement grave ». « Ce qui s'est passé, je répète, a clairement été une action délibérée à l'intérieur de notre territoire, laquelle porte atteinte à notre souveraineté, aux accords bilatéraux avec la Colombie et au droit international, mais surtout au respect et à la confiance qui doivent exister entre des pays voisins et frères. Nous ne pouvons pas avoir confiance en un gouvernement qui trahit la confiance d'un peuple frère ». Il a également rappelé que rien ne justifiait une intervention militaire étrangère en Équateur. « Je ne crois pas que la Colombie accepterait un tel comportement de notre part », a-t-il noté. « Ce fait ne restera pas impuni », a-t-il conclu [9].

Le président équatorien a enfin lancé un appel à la communauté internationale pour lui faire part de la gravité de la situation et empêcher l'internationalisation du conflit colombien. Il a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité nationale et a ordonné le déploiement de troupes à la frontière nord. Il a également fait appel au Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA), de la Communauté andine des nations (CAN) ainsi que du Mercosur. « Cette fois, des excuses diplomatiques du gouvernement de Bogota ne suffiront pas. Nous exigeons des engagements fermes et formels auprès de la communauté internationale qui garantissent que ces faits inacceptables qui s'ajoutent à la série de violations dont a souffert l'Équateur, comme conséquence de la violence dominante en Colombie et de la politique du président Alvaro Uribe, ne se répèteront pas [10] ». Par ailleurs, l'ambassadeur colombien en Équateur Carlos Holguín a été expulsé du pays [11].

La réaction vénézuelienne

Le Venezuela a vigoureusement condamné l'agression contre l'Équateur. Le président Hugo Chávez a dénoncé la politique de terrorisme d'État appliqué par Bogotá. « Nous espérons que les gouvernements d'Amérique latine se prononcent à ce sujet. Nous ne pouvons pas rester silencieux face à une situation aussi grave, qui nous affecte tous, surtout les voisins de la Colombie. L'État colombien est un État terroriste », a-t-il affirmé. À propos d'Uribe, Chávez a tenu des propos extrêmement durs : « Non seulement c'est un laquais de l'empire, non seulement c'est un menteur mais c'est également un criminel et un mafieux. Il dirige un narcogouvernement, un gouvernement paramilitaire », référence aux liens notoires entretenus entre le président colombien et les paramilitaires [12].

Afin de prévenir une éventuelle agression contre le Venezuela, Chávez a ordonné à son ministre de la Défense d'expédier dix bataillons de 600 hommes à la frontière avec la Colombie et de déployer la force aérienne dans la région. « Nous ne voulons pas la guerre, mais nous n'allons pas permettre que l'empire nord-américain qui est le maître [de la Colombie] vienne nous attaquer [13] ».

Il a averti son homologue colombien que la guerre éclaterait entre les deux nations si Bogota s'avisait de réaliser une incursion militaire en territoire vénézuelien. Il a accusé Uribe de se comporter avec arrogance et de s'arroger « le droit de bombarder un pays voisin ». Chávez a invité Uribe à prendre conscience des « terribles conséquences » que pouvaient engendrer ses actions [14]. Le leader bolivarien a également fermé son ambassade à Bogotá [15].

Rupture des relations diplomatiques entre la Colombie et l'Équateur

Le gouvernement colombien a présenté ses excuses le 2 mars 2008 à Quito pour l'agression commise la veille. Lors d'une déclaration lue par le ministre des Affaires étrangères Fernando Araujo, Bogota a exprimé ses regrets. « Le gouvernement colombien n'a jamais eu la prétention [...] de violer la souveraineté ou l'intégrité de la fraternelle république de l'Équateur, de son peuple ou de ses autorités [16] ».

Puis, contre toute attente, le gouvernement colombien a accusé l'Équateur et le Venezuela d'entretenir des relations étroites avec les FARC et de financer les rebelles. Le directeur de la Police nationale, le général Oscar Naranjo, a présenté à la presse des documents qui auraient été saisis lors de l'opération militaires et qui « nécessiteront une réponse de la part des autorités équatoriennes [17] ».

Ces accusations ont immédiatement été rejetées par l'Équateur. Le vice-ministre de la Défense Miguel Carvajal a qualifié d'absurdes les propos de Naranjo, qui n'ont fait qu'aggraver la crise. Le seul contact entre l'Équateur et les FARC était Gustavo Larrea, le ministre de Sécurité, qui a fait partie de la délégation internationale dirigée par le Venezuela en décembre 2007 pour obtenir la libération de Clara Rojas et Consuelo Rodríguez [18].

Peu après, le ministère équatorien des Affaires étrangères a annoncé la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cette décision a été adoptée au vu de l'évidente violation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de l'Équateur, et des graves accusations contenues dans le communiqué diffusé ce jour par la présidence de la Colombie – qui insinue que des accords existent entre les FARC et le Gouvernement de l'Équateur – ainsi que des affirmations cyniques [...] du général Oscar Naranjo [19] ». Quant au Venezuela, il a expulsé l'ambassadeur colombien après ces nouvelles attaques [20].

Les réactions internationales

Le Chili, par le biais de sa présidente Michelle Bachelet, a condamné l'agression commise par la Colombie. « Nous ne pouvons pas être d'accord sur le non-respect des frontières », a-t-elle déclaré. « Les frontières entre les pays se basent sur des accords internationaux » et « ne peuvent pas être violées, que ce soit pour un objectif légitime ou illégitime [21] ». Bachelet a conclu que « la Colombie doit une explication à l'Équateur et à tous les pays d'Amérique latine pour avoir traversé la frontière équatorienne dans l'opération qui a conduit à la mort du numéro deux des FARC [22] ».

L'Argentine s'est prononcée contre toute forme de violation de la souveraineté territoriale. « L'Argentine exposera lors de la session extraordinaire [...] de l'OEA la ferme position de rejet de toute forme de violation de la souveraineté territoriale d'un État membre », a souligné son ministre des Affaires étrangères Jorge Taiana [23]. « L'Argentine est consternée et inquiète face à une évidente violation de la souveraineté territoriale d'un pays de la région [...]. Le respect de la souveraineté territoriale est un principe inviolable aux yeux du droit international et rien ni personne ne peut justifier sa violation [24] ».

Pour le Brésil, la position de la Colombie compromet l'intégration régionale. Le vice-président du parlement du Mercosur Florisvaldo Fier a affirmé, en référence à la Colombie, que « quiconque envahit le territoire d'autres pays et viole leur souveraineté n'est pas un voisin fiable » et a rappelé l'article 28 de la Charte de l'OEA qui stipule que « toute agression d'un État contre l'intégrité d'un territoire, contre la souveraineté ou l'indépendance politique d'un État, sera considérée comme une agression contre le reste des pays américains [25] ».

Le Paraguay, par la voix de son président Nicanor Duarte, a dénoncé ce qu'il a considéré comme étant « une agression contre la souveraineté » de l'Équateur. « Nous condamnons toute agression contre la souveraineté territoriale des peuples ». Le Pérou a exprimé son inquiétude par le biais de son Premier ministre Jorge del Castillo. La Bolivie a « considéré injustifiable tout type d'action qui signifie la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États ». L'Uruguay a exprimé « son rejet total et sa condamnation de l'incursion militaire du gouvernement colombien en territoire de la République d'Équateur, rompant le climat de paix créé par la libération de parlementaires de la part des FARC [26] ».

Pour Cuba, le principal responsable de l'escalade de violence est le gouvernement états-unien. Fidel Castro a fait part de sa réflexion : « On entend avec force au sud de notre continent les trompettes de la guerre, comme conséquence des plans génocidaires de l'empire yankee. Rien n'est nouveau ! C'était prévu [27] ! ». Il a dénoncé l'action belliqueuse téléguidée par la Maison-Blanche : « L'impérialisme vient de commettre un crime monstrueux en Équateur. Des bombes mortifères ont été lancées au petit matin contre un groupe d'hommes et de femmes qui, presque sans exception, dormaient [...]. Les accusations concrètes contre ce groupe d'être humains ne justifient pas l'action. Ce furent des bombes yankees, guidées par des satellites yankees [28] ».

Pour le Nicaragua, Uribe doit être considérée comme un ennemi de la paix. Son président Daniel Ortega a rompu les relations diplomatiques avec la Colombie. Le Mexique de Felipe Calderón a lancé un appel au dialogue alors que le président costaricien Oscar Arias a qualifié l'attaque de « violation de la souveraineté équatorienne » et a mis en garde contre « une internationalisation d'une affaire délicate qui est en priorité bilatérale ». Le Guatemala a exhorté les deux parties à la négociation. Quant à l'OEA, elle a reconnu que la Colombie avait violé la souveraineté de l'Équateur [29].

L'Italie a exprimé son inquiétude par la voix de Massimo D'Alema, son ministre des Affaires étrangères : « Cette opération militaire menée à l'étranger nous a beaucoup frappé et nous laisse perplexes et inquiets ». L'Espagne a également fait part de sa préoccupation [30].

Contre la paix

Les États-Unis, au lieu de condamner l'action, ont apporté leur « soutien total » à leur allié colombien. « Nous soutenons totalement les efforts de la Colombie, du président Uribe pour répondre à cette menace [des FARC] », a déclaré le porte-parole du Département d'Etat Tom Casey. Interrogé au sujet d'un éventuel appui militaire en cas de conflit avec l'Équateur ou le Venezuela, Casey a répondu que « la Colombie est un allié des États-Unis [31] ». Le président Bush, qui n'est pas à un paradoxe près, a tenu à apporter son soutien à la Colombie car « nous nous opposons fermement à tout acte d'agression qui pourrait déstabiliser la région [32] ».

Rien n'est bien surprenant dans ces déclarations. En effet, il est impensable que Washington n'ait pas été consulté avant l'attaque militaire. Au contraire, les conseillers militaires états-uniens présents en nombre en Colombie ont sans nul doute participé au massacre comme l'a révélé l'ancien vice-président vénézuélien José Vicente Rangel [33].

Raúl Reyes a été assassiné par des « bombes intelligentes » états-uniennes, comme l'a souligné le ministre de la Défense équatorien Sandoval : « Sur le site du campement des FARC, ils ont largué de nuit au moins cinq bombes. Les cinq projectiles, d'une précision impressionnante, étaient répartis sur un diamètre d'une cinquantaine de mètres [...]. Ce sont des bombes larguées par des avions à grande vitesse ». Il a précisé que la localisation du chef rebelle « nécessitait des équipements que ne possèdent pas les armées sud-américaines [34] ».

La Maison-Blanche n'a aucun intérêt à trouver une solution pacifique au conflit colombien. Au contraire, la guerre civile lui permet de justifier une énorme présence militaire dans la région et c'est ce qui explique l'opération militaire qui porte un cinglant coup aux négociations humanitaires dont le but est de libérer Ingrid Betancourt et les autres otages. La sénatrice colombienne Piedad Córdoba, impliquée dans la libération des otages, a déclaré que « si Ingrid Bétancourt meurt, il sera très difficile pour Uribe de dire que les FARC sont responsables [35] ». Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a souligné qu'il s'agissait d'une « mauvaise nouvelle [36] » car la France était en contact avec Reyes.

Les contacts ont été confirmés par le président Rafael Correa qui a révélé que les FARC comptaient libérer douze autres otages en mars en Équateur, dont trois ressortissants états-uniens : Thomas Howes, Keith Stansell et Marc Gonsalves, ainsi qu'Ingrid Bétancourt. Mais « les mains guerrières » du gouvernement colombien ont réduit à néant tous les espoirs. « Nous ne pouvons pas écarter que ce fut l'une des motivations de l'incursion et de l'attaque de la part des ennemis de la paix », a assuré le président équatorien [37].

L'Agence France-Presse rapporte que « l'ambassade de France a annoncé [...] à Quito qu'elle était au courant des contacts des autorités équatoriennes avec les FARC pour libérer l'ancienne candidate à la présidentielle [...]. Cette révélation met à mal la position des autorités colombiennes qui accusent l'Équateur et le Venezuela de collaborer avec les FARC pour déstabiliser la région [38] ».

Fabrice Delloye, l'ex-mari d'Ingrid Betancourt a exprimé sa colère à l'égard du gouvernement colombien. « Ce qu'a fait Uribe est totalement scandaleux. Il a démonté toute la médiation Chávez, qui était une vraie réussite [...], il ne l'a jamais admis ». Delloye est convaincu que l'agression militaire contre l'Équateur avait pour but « d'empêcher qu'il puisse y avoir un accord humanitaire parce que [Uribe] savait [...] que les FARC continuaient à libérer des otages [39] ».

Córdoba, Correa, l'Agence France-Presse et Delloye ont sans doute raison. Les ennemis de la paix ne se trouvent pas à Quito ou à Caracas mais à Washington et à Bogota.

Salim Lamrani

Enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis. Auteur de *Cuba face à l'empire : Propagande, guerre économique et terrorisme d'État*, dernier ouvrage publié en français : *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme*.

-
- [1] Toby Muse, « Senior Colombian Rebel Commander Killed », The Associated Press, 1 mars 2008. Pour le nombre de victimes voir Agencia Bolivariana de Noticias, « Son 19 los guerrilleros asesinados en territorio ecuatoriano y no 16 », 3 mars 2008.
- [2] Ibid. ; Agencia Bolivariana de Noticias, « Cronología de la mediación de Chávez para el intercambio humanitario en Colombia », 27 février 2008 ; Agencia Bolivariana de Noticias, « Ministro de Defensa colombiano asegura haber matado a Raúl Reyes », 1 mars 2008.
- [3] Prensa Latina, « Colombia en conflicto diplomático por incursión en Ecuador », 2 mars 2008.
- [4] *Le Monde*, Hugo Chávez dépêche des chars à la frontière avec la Colombie », 2 mars 2008.
- [5] Agencia Bolivariana de Noticias, « Rafael Correa ordenó investigar bombardeos en territorio ecuatoriano », 1 mars 2008.
- [6] *Le Monde*, « Hugo Chávez dépêche des chars à la frontière avec la Colombie », op. cit.
- [7] Prensa Latina, « Guerrilleras heridas en ataque colombiano están en Quito », 3 mars 2008. Voir également Agencia Bolivariana de Noticias, « Ecuador rescata tres guerrilleras heridas », 2 mars 2008.
- [8] Prensa Latina, « Uribe mintió descaradamente a Ecuador, afirmó Correa », 2 mars 2008.
- [9] Agencia Bolivariana de Noticias, « Sufrimos una inaceptable agresión de parte de Colombia », 2 mars 2008.
- [10] Ibid. Voir également Prensa Latina, « Ecuador reforzó frontera con Colombia y activa Consejo Seguridad », 3 mars 2008 ; Prensa Latina, « Ecuador demanda actuación de OEA y CAN ante agresión colombiana », 3 mars 2008.
- [11] Gonzalo Lozano, « Ecuador ordena expulsión de embajador de Colombia », The Associated Press / *El Nuevo Herald*, 3 mars 2008 ; Agencia Bolivariana de Noticias, « Ecuador expulsa a embajador colombiano », 2 mars 2008 ; Prensa Latina, « Ecuador expulsó a embajador colombiano », 3 mars 2008, *El Nuevo Herald*, « Ecuador y Venezuela movilizan tropas a la frontera con Colombia », 3 mars 2008.
- [12] Agencia Bolivariana de Noticias, « Es el de Colombia, un Estado terrorista », 2 mars 2008.
- [13] Ian James, « Chavez Warns of War With Colombia », The Associated Press, 2 mars 2008.
- [14] The Associated Press / *El Nuevo Herald*, « Chávez advierte a Uribe de guerra si viola territorio venezolano », 2 mars 2008.
- [15] Jean-Luc Porte, « Escalade de tensions entre la Colombie et ses voisins après la mort de Raul Reyes », Agence France-Presse, 3 mars 2008.
- [16] The Associated Press, « Colombia se excusa con Ecuador », 3 mars 2008 ; Agencia Bolivariana de Noticias, « Gobierno colombiano ofrece excusas por invadir territorio de Ecuador », 2 mars 2008.
- [17] Vivian Sequera, « Colombia revela documentos sobre supuestos lazos FARC-Ecuador », 3 mars 2008.
- [18] Prensa Latina, « Califican de patraña denuncia colombiana contra Ecuador », 3 mars 2008 ; The Associated Press, « Ecuador dice que FARC pretendían liberar a Ingrid Betancourt », 3 mars 2008.
- [19] Dolores Ochoa, « Ecuador rompe relaciones diplomáticas con Colombia », The Associated Press / *El Nuevo Herald*, 3 mars 2008.
- [20] The Associated Press / *El Nuevo Herald*, « Venezuela ordena expulsión de embajador colombiano », 3 mars 2008.
- [21] Venezolana de Televisión / Rebelión, « Chile condena violación de Colombia a la soberanía de Ecuador », 4 mars 2008.
- [22] Agencia Bolivariana de Noticias, « Latinoamérica condena violación de la soberanía territorial ecuatoriana », 3 mars 2008.
- [23] Ibid.
- [24] Prensa Latina, « Rechaza Argentina cualquier violación de soberanía territorial », 3 mars 2008.
- [25] Agencia Bolivariana de Noticias, « Latinoamérica condena violación de la soberanía territorial ecuatoriana », Ibid.
- [26] Ibid.

[27] Fidel Castro Ruz, « Los cristianos sin Biblias », *Granma*, 3 mars 2008.

[28] Fidel Castro Ruz, « Rafael Correa », *Granma*, 4 mars 2008.

[29] Agencia Bolivariana de Noticias, « Latinoamérica condena violación de la soberanía territorial ecuatoriana », op. cit. ; Prensa Latina, « Reconoce OEA violación de soberanía ecuatoriana por Colombia », 5 mars 2008. Pour la rupture des relations diplomatiques, voir Prensa Latina, « Nicaragua rompe relaciones diplomáticas con Colombia », 6 mars 2008.

[30] Agencia Bolivariana de Noticias, « Canciller italiano : 'Operación militar colombiana nos dejó perplejos y preocupados », 3 mars 2008.

[31] Nestor Ikeda, « EEUU apoya ataque militar colombiano a FARC en Ecuador », The Associated Press / *El Nuevo Herald*, 3 mars 2008.

[32] The Associated Press, « Bush Says US Stands by Colombia », 4 mars 2008.

[33] Prensa Latina, « Denuncian participación de EE.UU. en operación contra las FARC », 3 mars 2008.

[34] *Le Monde*, « La France était informée des contacts noués par l'Equateur avec les FARC afin de libérer les otages », 6 mars 2008.

[35] Prensa "José Vicente Hoy", « Entrevista de José Vicente Hoy este domingo con la senadora Piedad Córdoba », 2 mars 2008.

[36] The Associated Press, « Colombie : la mort de Raul Reyes est 'une mauvaise nouvelle', selon Bernard Kouchner », 3 mars 2008.

[37] The Associated Press, « Ecuador dice que FARC pretendían liberar a Ingrid Betancourt », op. cit.

[38] Philippe Zygel, « Amérique latine : le camp de la gauche radicale fait rebondir la crise », 7 mars 2008.

[39] The Associated Press, « Fabrice Delloye exprime sa colère à l'égard du président colombien », 4 mars 2008.